

ENVIRONMENTAL REFUGEES



RÉFUGIÉS CLIMATIQUES

DR. ALHAMEDOU DIAGNE

International Consultant / Managing Director
Consultant International / Administrateur de Sociétés

Réfugiés climatiques : « ceux qui sont forcés de quitter leur lieu de vie temporairement ou de façon permanente à cause d'une rupture environnementale - d'origine naturelle ou humaine - qui a mis en péril leur existence ou sérieusement affecté leurs conditions de vie »

(Essam El-Hinnawi, Programme des Nations unies pour l'environnement-PNUJ 1985)

Environmental refugees: "are those who have been forced to leave their traditional habitat, temporarily or permanently, because of a marked environmental disruption - natural or triggered by people - that jeopardized their existence or seriously affected the quality of their life"

(Essam El-Hinnawi, United Nations Environment Programme - UNEP 1985)

In 2014, over 19.3 million people were forced to leave their homes due to natural catastrophes, and this occurred in one hundred countries in the world. These are the latest figures published by the Internal Displacement Monitoring Center (IDMC). Three times more than people displaced due to armed conflicts.

Since 2008, an average 26.4 million people/year have been forced to flee because of natural catastrophes on the planet, representing a staggering number of one person every 2 seconds.

These people who leave their habitats are environmental refugees, climate refugees who are the focus of our concern only temporarily. The concept is new, the definition casts a wide net: the individual who is forced to leave because of a sudden natural catastrophe, but also the one who witnesses his habitat progressively and irreparably deteriorate. Bearing this in mind, it is hence impossible to evade the political dimension of the environmental problem today.

In a context of general depletion of our resources and the loss

In 2014, plus de 19,3 millions de personnes ont été forcées de fuir leur foyer à la suite de catastrophes naturelles et ce dans cent pays du globe. Voilà les derniers chiffres publiés par l'Internal Displacement Monitoring Center (IDMC). Trois fois plus que de personnes déplacées à cause de conflits armés.

Depuis 2008, une moyenne de 26,4 millions de personnes/an ont été contraintes à la fuite en raison de catastrophes naturelles sur la planète, soit le chiffre incroyable d'une personne toutes les 2 secondes.

Ces personnes qui fuient leur lieu de vie sont des déplacés environnementaux, des réfugiés climatiques dont on ne se soucie que par à-coups. Le concept est récent, la définition ratisse large : celui qui doit fuir en raison d'une soudaine catastrophe naturelle autant que celui qui voit son habitat se dégrader progressivement et irrémédiablement. Au vu de ces données, il n'est donc plus possible, aujourd'hui, d'éluder la dimension politique de la problématique environnementale.

Dans un contexte d'épuisement général des ressources et d'appauvrissement de la biodiversité, force est de constater les dégâts et leur irréversibilité, tandis que la migration climatique humaine devient explosive du fait de l'ampleur des mouvements de population et de leur simultanéité sur divers points du globe. Bien que la Convention de Genève définisse dans son premier article le statut de « réfugié », le réfugié climatique ne peut s'en

of our biodiversity, the damage and its irreversibility has become blatant, while the human environmental migration is flaring up due to the scale of population movements and their simultaneous nature in various points of the globe.

Although the Geneva Convention defines in its first article the status of a "refugee", the environmental refugee cannot claim it as he is not "a person who [...] with the fear of being persecuted [...] is outside the country of his nationality". In other words, the "environmental refugee's" vulnerability does not fall under the scope of the 1951 Convention and few countries wish to amend its terms. However, the 1969 Convention of the Organisation of African Unity broadened the refugee's status by adding "without the need to prove personal persecution".

Because Africa quickly became aware of this phenomenon that has become a contemporary challenge: in the future, the continent may feel its harshest impact because of its population growth, which is expected to double in the following thirty-five years.

The Sahel region which, as we are well aware of, is a strip of land stretching from the Atlantic to the Red Sea, is one of the most affected by this. Its populations are traditionally living on a subsistence economy, which puts them in such a precarious state that one in four people are undernourished according to the FAO. Moreover, population completely depend on the rainy season to try and meet their food needs. A season that is increasingly irregular as rainfalls are too rare and violent, which heightens the local populations' distress. Conflicts ensue between nomadic populations and farmers fighting for the control of water sources and farmlands. It should be noted that for the past 6 years, 8 out of the most serious 20 catastrophes occurred in sub-Saharan Africa.

Regarding migrations in the various affected areas, in Africa as well as the rest of the world, they mostly occur within the borders of the same country; these are suburban, local or regional displacements that modify social cohesion by creating upheaval in the internal structure of the society. In addition, it is expected that the following movements will be between neighboring countries that will evidently lead to serious social repercussions. Affected countries are losing their life force, children are lacking medical care and education, endemics are spreading as the arduous effort to integrate the populations in their host country must be done. Nonetheless, if correctly foreseen, environmental migrations could be integrated in adaptation strategies and many might be avoided through solid prevention mechanisms. Storing water, reinforcing communities to manage ecosystems in a sustainable manner, improving farm productivity are just a few of the means to diminish the vulnerability of these populations in face of climate change. This cannot be achieved without the support of the international community.

Industrialized countries promised to invest 100 billion dollars per year by 2020 via the Green Fund that was created in Copenhagen and whose key role would be to "channel and catalyze environmental investments in developing countries". The latest report of the United Nations Environment Programme concluded that these investments that are to strengthen the countries' climate resilience "could help promote the subsistence needs of 65% of the African people by 2050", that is to say ensuring the conditions for their self-sufficiency through a more efficient family farming system. ■

réclamer, n'étant pas « une personne qui... craignant avec raison d'être persécutée... se trouve hors du pays dont elle a la nationalité... ». En d'autres termes, la vulnérabilité du « réfugié climatique » ne relève pas de l'ordre de la Convention de 1951, et peu de pays souhaitent revoir les termes de celle-ci. Toutefois, la convention de 1969 de l'Organisation de l'Unité Africaine a élargi le statut de réfugié en ajoutant : « sans qu'il soit nécessaire de démontrer une persécution individuelle ». Car l'Afrique a pris très vite conscience de ce phénomène qui constitue un enjeu contemporain : le continent risque à l'avenir d'être de plus en plus impacté en raison de la croissance de sa population, qui devrait atteindre le double de son niveau actuel dans trente cinq ans.

La région du Sahel qui, on le sait, est une bande de terre s'étendant de l'Atlantique à la Mer Rouge, est l'une des plus touchées. Ses populations vivent traditionnellement d'une économie de subsistance, ce qui les met dans un état de précarité tel qu'une personne sur quatre est sous-alimentée selon la F.A.O. De plus, les populations dépendent totalement de la saison des pluies pour tenter de répondre à leurs besoins alimentaires. Saison au rythme de plus en plus irrégulier - les précipitations se font ou trop rares ou trop violentes - ce qui accentue l'état de détresse des populations locales. Des conflits s'ensuivent entre populations nomades et fermiers pour le contrôle des points d'eau et des terres cultivables. Il est à noter que depuis six ans, 8 des 20 catastrophes les plus graves ont eu lieu en Afrique subsaharienne.

Pour ce qui concerne les migrations dans les différentes zones touchées, en Afrique comme dans le monde, elles se font surtout à l'intérieur des pays ; ce sont des déplacements périurbains, locaux ou régionaux qui modifient la cohésion sociale en bouleversant la structure interne de la société. On s'attend également à ce que de prochains mouvements aient lieu entre pays voisins, avec bien sûr des répercussions sociales graves. Les pays sinistrés perdent leurs forces vives, les enfants sont en manque de soins et d'alphabetisation, les endémies se propagent tandis que doit se faire le difficile effort d'intégration des pays d'accueil. Cependant, correctement anticipées, les migrations climatiques pourraient s'intégrer dans des stratégies d'adaptation et il serait également possible d'en éviter beaucoup, grâce à de solides mécanismes de prévention.

Stocker l'eau, renforcer les capacités communautaires à gérer durablement les écosystèmes, améliorer la productivité agricole sont autant de moyens en vue d'atténuer la vulnérabilité des populations face au changement climatique. Ceci ne peut se faire sans l'aide de la communauté internationale. Les pays industrialisés ont promis 100 milliards de dollars d'investissement par an d'ici 2020, via un Fond vert dont la création a été décidée à Copenhague et dont le rôle clé serait de « canaliser et catalyser l'investissement climatique dans les pays en développement ». Le dernier rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement conclut que ces investissements réalisés dans le but de renforcer la résilience climatique des pays « peuvent aider à promouvoir les moyens de subsistance de 65% d'Africains en 2050 », c'est-à-dire leur assurer les conditions de l'autosuffisance grâce à une agriculture familiale rendue plus performante. ■